

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 6 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GSM

« Le Bois de Rabot »
58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE

Références : 230012
Code AIOT : 0005403212

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2022 dans l'établissement GSM, implanté au lieu-dit « Le Bois Rabot » - 58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2022 de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM
- lieu-dit « Le Bois Rabot » - 58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE
- Code AIOT : 0005403212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une sablière autorisée à l'extraction de 200 000 tonnes au maximum par an de matériaux commercialisables.

Les matériaux extraits sont des matériaux siliceux, des sables et graviers dits de « terrasses ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité à l'arrêté préfectoral d'autorisation, notamment la situation administrative.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 1.4.1	/	Sans objet
4	Information du public	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 2.3.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Bornage	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 2.3.2	/	Sans objet
6	Clôture et barrière	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 2.3.3	/	Sans objet
8	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 9.4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 1.2.3	/	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 1.6.2	/	Sans objet
7	Propreté	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 2.8.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière a été mise en exploitation depuis début 2019. Elle est actuellement à l'arrêt depuis la dernière campagne d'extraction qui s'est déroulée en avril/mai de cette même année. Dans l'ensemble, le site est apparu propre et bien entretenu.

Suite à la visite de contrôle, l'inspection des installations classées a relevé les non-conformités suivantes :

- l'exploitant doit justifier sans délai à l'inspection des installations classées de la réalisation d'une campagne d'extraction afin d'interrompre le délai de caducité de son arrêté préfectoral d'autorisation pour l'exploitation de sa carrière ;
- il devra mettre à jour et compléter son panneau d'affichage situé sur la voie d'accès au site. Un panneau « chantier interdit au public » devra en outre être mis en place à ce même endroit ;
- les bornes permettant de délimiter le périmètre de l'autorisation de la carrière devront être rendues visibles ;
- il devra procéder à la réparation du grillage situé au niveau du portail d'accès du site ;
- il devra faire réaliser un plan d'évolution de la carrière par un géomètre à l'issue de la prochaine campagne d'extraction.

L'exploitant indique son souhait de répondre favorablement à ces non-conformités. Au vu de cet élément, ces non-conformités ne donnent pas lieu immédiatement à mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les matériaux extraits sont des matériaux siliceux, des sables et graviers dits de « terrasses ».</p> <p>Le tonnage maximal total de matériaux autorisé à être extrait sur la période fixée à l'article 1.4.1 suivant est de 2 090 000 tonnes.</p> <p>La quantité maximale de matériaux commercialisables extraits de la carrière est de 200 000 tonnes/an, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté.</p> <p>La cote minimale d'extraction est de 163 m NGF. L'épaisseur d'extraction varie de 5 à 12 mètres.</p> <p>Constats : L'exploitant déclare avoir extrait 3 000 tonnes de matériaux environ courant avril/mai 2019 et qu'aucune campagne d'extraction n'a été réalisée depuis. L'épaisseur d'extraction a été effectuée sur 2 mètres environ au maximum.</p> <p>Au regard du plan topographique de 2020, aucune cote inférieure à 163 m NGF n'a été observée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.</p> <p>L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 20 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.</p> <p>La remise en état du site doit être achevée à l'échéance de l'autorisation.</p> <p>Constats : La carrière est actuellement à l'arrêt. L'exploitant indique qu'environ 3 000 tonnes ont été extraits en avril / mai 2019 et qu'il n'y a pas eu d'extraction depuis cette date en raison de la crise sanitaire liée à la COVID-19 de mars 2021. L'exploitant précise qu'une campagne d'extraction sera effectuée du 19 au 21 décembre 2022 afin d'interrompre le délai de caducité de l'autorisation d'exploiter actuellement en vigueur.</p> <p>L'exploitant doit justifier sans délai auprès des installations classées de la réalisation de cette campagne d'extraction.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 1.6.2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.</p> <p>L'exploitation est menée en quatre périodes quinquennales.</p> <p>À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). [...]</p>
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'acte de cautionnement solidaire passé avec la banque BNP PARIBAS, prenant effet le 30/06/2021 et expirant le 30/06/2026, pour un montant de 604 171 euros, correspondant au montant réactualisé pour la phase 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 2.3.1
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux, les types de déchets admissibles et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p>Des panneaux signalant la présence de la carrière doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de l'accès au site.</p>
<p>Constats : Au cours de la visite, il a été constaté l'absence de mise à jour du panneau d'affichage sur la voie d'accès à la carrière indiquant notamment l'identité du nouvel exploitant (GSM en lieu et place de CEMEX) .</p> <p>L'exploitant devra en outre préciser les types de déchets admissibles ainsi que l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté, conformément à la présente prescription.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 2.3.2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.</p> <p>Le procès-verbal de bornage est adressé à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté (Unité départementale Nièvre/Yonne).</p> <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. [...]</p>
<p>Constats : Les bornes du site sont localisées sur le dernier plan de situation du 17 août 2020 présenté par l'exploitant. Toutefois, au cours de la visite, certaines d'entre elles n'ont pu être observées du fait de la végétation.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller au bon entretien de ces bornes de manière à ce qu'il puisse identifier le périmètre d'autorisation de son site. Il lui est en outre rappelé de veiller à ce qu'elles demeurent en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Clôture et barrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 2.3.3
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie, etc.) sont disponibles à proximité.</p> <p>Constats : L'accès à la carrière est fermé par un portail muni d'un dispositif de fermeture à clé en dehors des horaires d'ouverture. Toutefois, une partie du grillage ceinturant le périmètre de la carrière est manquant sur une longueur de 17 mètres environ, au niveau du portail d'accès. L'exploitant s'est engagé à le remplacer à court terme.</p> <p>Un panneau d'interdiction d'accès au public est apposé sur le portail. L'exploitant devra cependant compléter cette signalisation par la mise en place d'un panneau « chantier interdit au public » sur le chemin d'accès au site.</p> <p>Un panneau indique le danger à proximité des retenues d'eau. Une bouée de sauvetage est disponible à proximité.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 2.8.1
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.</p> <p>L'exploitant prend également les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, etc. Des dispositifs d'arrosage et de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.</p> <p>Constats : Le site et ses abords sont apparus en bon état de propreté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 9.4.1
Thème(s) : Autre, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, • les bords de la fouille, • les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, ...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, • les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, • les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs, • les zones de stockage de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 (cf. chapitre 1.6) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, les volumes d'eau prélevés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau, déchets...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.</p> <p>Hormis les situations d'incidents notables ou d'accident devant être portés dans les plus courts délais à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les dépassements importants des valeurs limites prescrites dans le présent arrêté, l'ensemble des documents précités (rapport de synthèse, plan et rapport annuel) est transmis au préfet avant le 31 mars de l'année en cours.</p> <p>L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de ces documents, suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.</p> <p>Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan doit être réalisé par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté son dernier plan de suivi annuel d'exploitation au titre de l'année 2020. Celui-ci est conforme à la présente prescription. Néanmoins, il est rappelé à l'exploitant que ce plan doit être réalisé tous les ans. Un nouveau plan à jour, comportant l'ensemble des informations précitées devra être établi et transmis à l'inspection des installations classées à l'issue de la prochaine campagne d'extraction (du 19 au 21 décembre 2022).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet